

CERCLE TURGOT

Compte-rendu du déjeuner-débat du 1^{er} juillet 2014

**Avec Michel SAPIN
Ministre des Finances et des Comptes public**

**Sur le thème
« Le retour de la croissance passe-t-il par une forte réduction des dépenses
publiques ? »**

Le Président Jean-Louis CHAMBON accueille avec chaleur et plaisir le Ministre des Finances, Michel SAPIN, sous les applaudissements de l'assemblée.

Parmi les complexités de l'action, vous avez retenu celles du défi conjuguant le déficit, la compétitivité et la croissance.

Ce déjeuner-débat est placé sous le parrainage du Groupe Viel et son Président, Patrick COMBES.

Une attention particulière est apportée au Général Jean-Gilles SINTES, grâce à qui cette réunion peut se tenir.

Après cette brève introduction, la parole est à Michel SAPIN :

La loi de finance prévoit 4 milliards d'Euros d'économies.

La composition de la dépense publique ne relève pas uniquement de l'Etat.

Je me sens aujourd'hui porteur de la croissance et cela est ma charge.

J'aborderai ainsi le sujet à ma manière.

Pour moi, la baisse des dépenses publiques n'est pas un obstacle en soi.

J'ai souvent du mal à faire comprendre que la dépense publique doit être maîtrisée.

Il y a à cet égard une mauvaise dépense publique - et il faut en tenir compte - face à la bonne dépense publique.

Tout ce qui va vers les bonnes dépenses, sanctuarisées par ailleurs, est essentiel et a son utilité.

A ce titre, le Pacte de responsabilité et de solidarité repose sur la capacité à faire des économies.

Si nous voulons de la croissance, il faut stabiliser le socle global, indépendamment de la stabilisation de l'Europe.

Nous devons rétablir les marges des entreprises et leur redonner des capacités d'investissement au regard de la baisse constatée, depuis une dizaine d'années.

C'est cela le cœur de la problématique.

La table ronde animée par Louis Gallois, dont la première traduction a été le CICE et la préoccupation pour les entreprises de retrouver leurs marges y figurait.

Il faut financer notre développement en faisant dans le même temps baisser notre déficit, et nous continuerons d'agir en ce sens.

La faiblesse des taux d'intérêt actuels, même si nous souhaitons qu'elle dure le plus longtemps possible, n'est pas sans poser problème.

Une autre de nos préoccupations est celle de l'augmentation des impôts. Pour ce qui nous concerne, il en est hors de question.

Nous ne financerons pas la baisse des coûts par la baisse des impôts mais nous devons la financer par la baisse de la dépense publique.

50 milliards d'Euros de baisse des dépenses, pourquoi ?

Il faut néanmoins dépasser la contradiction qu'il y a entre baisser les dépenses publiques, et en éviter l'effet récessif. Il convient dès lors trouver un juste équilibre.

De même qu'il y a une différence entre la rigueur et l'austérité.

A titre illustratif, la Grande-Bretagne n'a toujours pas retrouvé le niveau de son PIB en 2008.

Ces 50 milliards d'Euros concernent aussi les collectivités locales, sans baisse du pouvoir d'achat et traduisent une dépense constante donc stable.

Pour l'Etat, cela représente une baisse de ses dépenses. Cette baisse en 2017 sera inférieure à celle d'aujourd'hui.

Pour la Sécurité Sociale, cela se traduira par une hausse des dépenses.

Il faut s'attaquer aux dépenses de fonctionnement de l'Etat. Il faut mutualiser les moyens entre les Ministères, diminuer le nombre des régions et réaliser la suppression d'un niveau d'administration.

Tout cela se traduira par une économie d'administration et de gestion.

Nous sommes engagés dans une réforme structurelle et pas une réduction de type « rabout ».

Cette réduction de 50 milliards d'Euros doit être accompagnée d'un peu de croissance.

Il faut que le cercle de la défiance se défile et que le cercle de la confiance se gagne.

Certes, nous avons les frondeurs et les râleurs. Le frondeur nourrit le râleur et vice et versa. C'est ce qui se joue politiquement en ce moment.

Mais la détermination de l'exécutif sera forte afin que chacun prenne en compte les décisions économiques qu'il devra assumer.

La crédibilité fondamentale est autour des 50 milliards d'Euros d'économies et à partir de là le cercle vertueux pourrait s'établir.

LE DÉBAT

- Bernard ESAMBERT intervient le premier :
Pensez-vous réellement, avec un tel pied sur le dos des entreprises, faire vraiment évoluer les choses, car il convient d'investir, de faire de la recherche et développement..., au regard des avantages qui s'avèrent dans les faits insuffisants ?
Qu'est-ce qui vous paraît important en créant de la confiance, amener les personnes à casser leur tirelire ?

Michel SAPIN répond qu'on est au cœur du sujet de la confiance avec cette question.

On est un acteur de l'action ou pas ?

Les comparaisons internationales sont intéressantes à plus d'un titre.

Votre observation fait allusion à l'Allemagne.

Vous nous demandez en allant plus vite de faire plus d'économies et plus massivement.

Je sais qu'en agissant de la sorte nous rentrerons dans quelque chose de récessif. On va ainsi créer de la dépression et amplifier les problèmes. Bref, on a va aboutir à un cercle infernal.

Il faut conduire l'action dans la durée. C'est une conviction. D'ailleurs les économistes peuvent avoir à ce sujet des points de vue opposés.

Cela nous permettra-t-il de nous rapprocher de l'Allemagne ?

Si la France agit seule, il ne faut pas changer les critères qui permettraient de baisser la contrainte sur les dépenses.

Le vrai enjeu c'est celui de la coopération entre certains pays, et singulièrement entre la France et l'Allemagne.

Il faut que nous fassions notre part de chemin et qu'entre pays comparables la coopération soit à l'œuvre.

La question des contreparties :

Il faut conditionner les baisses des impôts ou le bénéfice de certains avantages.

Comme le soulignait Laurent Berger de la CFDT, s'il n'y a pas de mouvement pour aller vers plus d'emploi, notre objectif ne sera pas totalement atteint.

L'enjeu est de détruire le moins possible d'emplois et même d'en créer davantage.

C'est ce que j'appelle les contreparties.

L'engagement est de faire réussir la France et chacun doit y contribuer.

- Thibault LANXADE interroge Michel SAPIN sur la question de la confiance et de la croissance.

En réponse, Michel SAPIN précise que nombre de lois et décrets sont venus parasiter la confiance, notamment sur la question des effets de seuil. Il faut faire attention à ces mesures.

Le temps partiel, c'est une de nos préoccupations, et notamment les risques de requalification de certains contrats.

- Pierre SABATIER intervient pour souligner que le vrai enjeu repose sur la compétitivité hors coûts.
Arriver réellement à faire monter en gamme la production française est un sujet essentiel et notamment sur son côté qualitatif.

Michel SAPIN répond à ces questions et observations que le constat que l'on fait est que la baisse des effectifs de l'Etat s'établit dans un rapport de 1 sur 2 (1 arrivée, 2 départs).

Ministère par Ministère, les baisses se traduisent dans l'effectif de l'Etat mais sont contrebalancées par l'augmentation des effectifs dans les collectivités locales.

La pression fiscale risque aussi d'augmenter par le truchement des collectivités locales.

Le règlement de ces questions passe par des pactes de confiance et doit être vu autant en détail que globalement.

Je dis cela par exemple en faisant référence à la question de la pénibilité. Cette disposition est réglée à l'échelle des grandes entreprises mais elle demeure plus problématique pour une petite entreprise.

L'accumulation des points liés à la pénibilité pour le départ à la retraite n'est que justice car le fait de savoir que l'on va décéder plus tôt a pour contrepartie de partir plus tôt à la retraite.

S'agissant du temps partiel, le patronat avait signé l'accord en l'état. Il s'est demandé après pourquoi il l'avait signé. En fait, il faut que les choses s'enclenchent.

- Jean-Gilles SINTES intervient pour faire remarquer que les objectifs fixés par le gouvernement vont théoriquement faire croître la dépense publique à 54% environ du PIB et il s'agira dans le même temps qu'il tienne ses objectifs.
Comment véritablement pensez-vous y parvenir ?
Et si vous n'y parveniez pas, comment ferez-vous avec la question des transferts sociaux, mais aussi le processus d'absorption des entreprises françaises qui est à l'œuvre ?
Cela vous inquiète-t-il et comment envisagez-vous d'agir ?
- Isabelle JOB, à propos de la stratégie européenne : croyez-vous qu'elle fonctionne vraiment ?
Nous sommes confrontés à un risque de déflation en zone Euro.
N'y-a-t-il pas à trouver une stratégie plus coopérative et dès lors parvenir à un certain partage de la valeur ajoutée ?
Voyez-vous une stratégie alternative ?

- Leonidas KALOGEROPOULOS fait remarquer que les détails auxquels fait allusion Michel SAPIN ont un impact : ils se traduisent par des contrôles fiscaux, des contrôles de l'inspection du travail en rafale ...
On conduit même dans certains cas une entreprise à fermer pour partir s'établir au Canada.
Comment s'y prendre pour que vous teniez davantage compte de nos alertes ?

A ces questions Michel SAPIN répond qu'il y a une réponse à la hauteur des 41 milliards d'Euros de baisse des impôts pour les entreprises et qu'à ce propos la baisse de la courbe de la rentabilité des entreprises a commencé en 2002.

Naturellement chaque sujet est sérieux, qu'il s'agisse des contrôles fiscaux et autres. Certains d'ailleurs fraudent « sérieusement ».

Il ne s'agit pas seulement de chercher à poursuivre toutes les personnes, mais il faut bien reconnaître qu'elles ne sont pas toutes des anges.

A propos de la croissance, qui peut être sûr en matière de croissance sur les objectifs ?

La même notation du même institut, à la même date, prévoyait une note négative pour la croissance alors qu'elle s'est avérée positive.

La croissance n'est pas le produit d'une décision politique mais le fruit d'un développement de l'entreprise.

A ce propos, les PME et PMI sont le tissu porteur d'emploi et de richesse pour le pays et il convient qu'elles soient financées.

En fait il s'agit sur une telle base d'être crédible et la France est tout à fait capable d'atteindre les 1% de croissance cette année.

Face au risque d'explosion de la zone Euro, on prend des décisions un peu plus volontaristes pour la préserver.

Il faut donc savoir parfois frapper plus fort que le bon sens ne le justifierait.

*
* *

Au terme des échanges, le Président CHAMBON remercie vivement Michel SAPIN et lui remet à cette occasion les derniers ouvrages du Cercle Turgot : «Rigueur ou relance le dilemme de Buridan ...» et «Après la récession ... inflation ou déflation».